

**Nations unies - Kosovo -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 17 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le Secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, pour sa présentation très éclairante et je souhaite saluer tout particulièrement la présence du Président Vucic et du Président Thaci à notre réunion.

Monsieur le Président,

Cette réunion fait suite aux décisions récentes du Parlement kosovar relatives aux évolutions de la Force de sécurité du Kosovo dans les dix prochaines années. A la lumière des éléments que vient de nous présenter Jean-Pierre Lacroix, la France prend note de ces décisions mais souhaite, comme l'a fait le Secrétaire général, exprimer sa préoccupation face au risque de détérioration de la situation. Nous regrettons que depuis le début de l'année, et particulièrement ces dernières semaines, plusieurs incidents et décisions unilatérales aient pesé sur le dialogue entre Belgrade et Pristina. Je pense en particulier à la décision du gouvernement du Kosovo d'imposer une taxe de 100% sur les produits en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, que nous appelons les autorités kosovares -comme l'a fait l'Union européenne - à annuler. Plus largement et à l'instar du Secrétaire général des Nations unies, nous appelons les deux parties à la plus grande retenue et leur demandons instamment de tout faire pour résoudre leurs différends par la voie du dialogue, afin de limiter le risque d'escalade.

Monsieur le Président,

Deux principes doivent guider notre évaluation sur ce sujet : le respect de la souveraineté du Kosovo, dont relève le choix d'engager la transition de la force de sécurité du Kosovo ; mais également le strict respect des prérogatives de la KFOR, telles qu'elles ont été établies par la résolution 1244. S'il nous paraît légitime que le Kosovo, que nous reconnaissons comme Etat, puisse se doter d'une force armée, l'adoption de ces lois n'intervient pas à un bon moment car elle est préjudiciable au dialogue entre Belgrade et Pristina, à un moment où ce dialogue est plus nécessaire que jamais. Nous déplorons en outre que ces lois aient été adoptées sans concertation avec l'OTAN et sans emprunter la voie constitutionnelle. Enfin, nous souhaitons le maintien des arrangements en vigueur à propos du déploiement de la Force de sécurité du Kosovo (KSK) dans le nord du pays, qui prévoient qu'un tel déploiement ne peut intervenir qu'avec l'accord préalable de la KFOR.

Monsieur le Président,

Les enjeux pour la stabilité de la région d'un règlement global et définitif du différend entre la Serbie et le Kosovo sont majeurs. L'objectif de progresser vers un accord global et juridiquement contraignant de normalisation de leurs relations, endossé par les deux parties au plus haut niveau, doit rester une priorité absolue. Il est essentiel de préserver et de promouvoir les efforts en ce sens, en veillant à un environnement durablement propice à des avancées dans cette direction. Nous encourageons à cet égard les responsables des deux pays à reprendre dès que possible le chemin exigeant du dialogue et à faire preuve, dans ce cadre, d'esprit de responsabilité et de la volonté politique indispensable. Il est essentiel que chaque partie s'abstienne de toute action, déclaration et mesure susceptible d'exacerber les tensions et de porter atteinte à l'esprit de normalisation.

Monsieur le Président,

Au-delà de l'impératif immédiat de stabilisation régionale et de réconciliation pour les générations actuelles, il est essentiel que chacun se tourne résolument vers l'avenir, et dépasse pour cela les difficultés du jour. La Haute représentante Federica Mogherini, dont la France soutient les efforts de médiation, l'a encore rappelé le 8 novembre dernier auprès des deux parties. Nos autorités, au plus haut niveau, soutiennent pleinement les efforts visant à permettre d'avancer dans le dialogue entre Belgrade et Pristina.

Seule la normalisation complète de vos relations vous permettra de concrétiser vos ambitions européennes respectives. Cette perspective européenne est bien la boussole commune qui doit vous guider et vous unir. Votre avenir est là, et c'est un avenir partagé.

Je vous remercie./.